

Climat : tous concernés... pourtant !

Par Jean-Claude Pierre.
Responsable associatif.



Ouest-France

Une fois de plus, c'est par un maigre bilan que s'est achevée la réunion des 120 chefs d'État et de gouvernement conviés par l'Onu à débattre de la crise climatique. Ce n'était certes qu'une étape mais elle a, hélas, confirmé les difficultés que rencontre la communauté des nations pour mettre en œuvre des mesures à la hauteur des enjeux.

Dans ce contexte, le fait pour notre pays d'accueillir, en 2015, le 21^e sommet consacré à cette question lui confère une responsabilité particulière et elle nous concerne tous...

Nous pouvons, bien sûr, penser que les experts du Giec (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) trouveront là les moyens de convaincre les chefs d'État de la gravité des phénomènes et ainsi d'amplifier la prise

de conscience planétaire sans laquelle, évidemment, rien de significatif ne pourra s'opérer.

Nous pouvons aussi souhaiter que les forces morales de notre pays vont se saisir de cette occasion pour bien montrer que le message délivré par Jacques Chirac à Johannesburg en 2002 - « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » - a été entendu et qu'il y a vraiment urgence à changer notre mode de développement. Le succès des « marches pour le climat », organisées ces derniers jours un peu partout dans le monde, nous donne quelques raisons d'espérer...

Mais nous pouvons également craindre qu'une fois de plus, l'égoïsme des nations ne l'emporte sur le bien commun de l'humanité et redouter la capacité de nombreux lob-

bies à contrecarrer les décisions qui s'imposent pour réduire les rejets de CO₂.

Il est pour autant une erreur que la France ne doit pas commettre : tirer partie de cette opportunité pour présenter le nucléaire comme l'alternative à favoriser. Nous n'ignorons rien du pouvoir dont disposent les tenants de cette filière et il y a donc lieu de mettre en garde nos responsables politiques contre une telle tentation.

Y succomber en tentant de faire du futur sommet une vitrine commerciale pour nos derniers réacteurs serait faire preuve d'une certaine indécence... C'est, en vérité, toute la société civile qui se doit de se mobiliser et d'agir de telle sorte que cet événement soit une occasion solennelle d'élever les débats et, en particulier, de repenser sans tabou le type de développement hérité des « Trente Glorieuses ». Un développement, il faut le rappeler, qui bute tout à la fois sur la limite des ressources fossiles - dont l'uranium - et sur les graves menaces que leurs déchets font peser sur l'ensemble du vivant.

« Que la conférence de Paris ne soit pas une vitrine du nucléaire »

La France, depuis plus de deux siècles, a porté le concept des « droits de l'Homme » à tous les niveaux de la planète. Elle a, de ce fait, une légitimité à faire progresser l'idée selon laquelle ces droits sont devenus indissociables du droit à un air pur, à une eau pure, à un environnement sain...

Ces idées, que d'aucuns pourront juger naïves, conditionnent la transition vers des modes de développement plus respectueux de la vie. Quelques mois nous séparent du sommet climatique de Paris. Tirer profit de cette période pour promouvoir une « éthique de l'environnement » à la hauteur de notre puissance technologique nous rendrait dignes de nos aïeux et nous placerait à la hauteur des devoirs qui sont devenus les nôtres.